



Arrêté préfectoral n°2024 - 3434 du 29 novembre 2024

abrogeant l'arrêté préfectoral n°2022-769 du 6 mai 2022 mettant en demeure la société ESKA, sise chemin de l'ancienne cimenterie à PAGNY-SUR-MEUSE (55190), de respecter les prescriptions des articles 4.6 et 4.9.2 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1995-1754 du 24 août 1995 modifié

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1995-1754 du 24 août 1995, modifié, autorisant la société REFINAL INDUSTRIES à exploiter une usine de traitement physique de métaux de récupération en vue de leur classement sur le territoire de la commune de Pagny-sur-Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-15 du 7 janvier 2020 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société ESKA des installations de séparation des métaux ferreux et non-ferreux ainsi que de valorisation des résidus de broyage des biens d'équipement et de consommation en fin de vie sur le territoire de la commune de Pagny-sur-Meuse, sous réserve du strict respect des conditions d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral n°95-1754 du 24 août 1995 modifié ;

Vu la visite du site effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 14 mars 2022, mettant en évidence des anomalies en matière de prévention et de gestion des eaux pluviales ;

Vu le rapport de constatation établi par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé JPM/116-2022 en date du 11 avril 2022, à la suite du contrôle du site du 14 mars 2022 ;

Vu le dossier de porter à connaissance en date du 19 avril 2022, reçu à l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 27 avril 2022, relatif aux modifications des conditions d'exploitation du site de Pagny-sur-Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-769 du 6 mai 2022 mettant en demeure la société ESKA de respecter les prescriptions des articles 4.6 et 4.9.2 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1995-1754 du 24 août 1995 modifié susvisé ;

Vu le courrier de l'exploitant, en date du 9 juin 2022, en réponse à la mise en demeure n°2022-769 du 6 mai 2022 susvisée ;

Vu l'étude relative à la compatibilité du rejet des eaux pluviales du site dans le milieu naturel, transmise par l'exploitant le 23 mai 2024 ;

.../...

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, référencé JPM/541-2024 en date du 25 novembre 2024, constatant le respect des dispositions réglementaires pour lesquelles l'exploitant a été mis en demeure par l'arrêté préfectoral n°2022-769 du 6 mai 2022 susvisé ;

Considérant, par conséquent, que les mesures édictées par l'arrêté préfectoral n°2022-769 du 6 mai 2022 susvisé, peuvent être levées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Abrogation de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral n°2022-769 du 6 mai 2022, mettant en demeure la société ESKA, sise 56 rue de Metz à JOUY-AUX-ARCHES (57190), de respecter les prescriptions des articles 4.6 et 4.9.2 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral n°1995-1754 du 24 août 1995 modifié, autorisant le fonctionnement de ses installations de séparation des métaux ferreux et non-ferreux ainsi que de valorisation des résidus de broyage des biens d'équipement et de consommation en fin de vie sur le territoire de la commune de Pagny-sur-Meuse (55190), **est abrogé.**

Article 2 : Information des tiers

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Meuse, pendant une durée minimale de deux mois, en vue de l'information des tiers.

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse – 40 rue du Bourg – 55012 BAR-LE-DUC Cedex,
- et/ou un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de la Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Nancy - 5 place de la Carrière – 54036 NANCY Cedex, dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, suivant sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État en Meuse.

Le Tribunal administratif de Nancy peut être saisi d'une requête via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée, à titre de notification, à la société ESKA, et, pour information, au Maire de Pagny-sur-Meuse et au Sous-Préfet de l'arrondissement de Commercy.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET